

I

Réinvention d'une Afrique citoyenne

Re-inventing an Africa of Citizens

1 Pour une nouvelle pensée politique

Ali El Kenz

Permettez-moi de saluer cette heureuse initiative d'ouverture d'un dialogue approfondi entre intellectuels et hommes politiques. La complexité des problèmes que traverse notre continent, la gravité de certains d'entre eux rendent plus que jamais nécessaire ce genre de rencontres, si nous voulons « penser avec nos têtes, en fonction de nos réalités », mais aussi et peut-être surtout contribuer à construire « la Maison Afrique » sur des bases et avec des matériaux durables.

C'est en effet ce continent qui a subi avec le plus de forces et donc de dégâts la domination occidentale (esclavage et colonialisme) et c'est encore lui, du fait de sa fragilité héritée de cette période, qui paye le plus lourd tribut aux nouvelles formes de domination portées par la mondialisation. Dans l'inférial processus de « polarisation » que Samir Amin a longuement décrit et analysé, c'est l'Afrique qui demeure la plus touchée. Notamment au niveau des institutions politiques – les Etats-nations qui ont été mises en place durant les indépendances, des programmes de développement qui ont été esquissés et que le retournement des années quatre-vingt avec son armada de PAS et autres armes de « destruction massive » des économies nationales ont fini par démanteler.

Intellectuels, experts et politiques

C'est à nous, intellectuels africains qu'il revient d'analyser la période qui s'annonce et, la liant à ce passé parsemé d'échecs, de prospecter les voies d'un avenir qui rende à l'espérance une place, si minime soit-elle, mais en l'absence de laquelle toute vie en société deviendrait impossible...

Comme le note ce grand intellectuel pour l'Afrique qu'a été I. Wallerstein, « C'est la fonction des intellectuels de réfléchir autrement que ne peuvent le faire ceux qui sont au cœur de l'action politique, par manque de temps et de recul... Mais d'autre part, l'intellectuel (le) qui se coupe de la vie politique, se coupe de la possibilité de faire une analyse sociale vraiment pénétrante et, en fait, se coupe de la vérité ».¹

Afrique : Réaffirmation de notre engagement

Il est vrai que pendant longtemps, les élites politiques africaines se sont méfiées des intellectuels de leur pays, les pourchassant et les emprisonnant dans bien des cas. L'adversité remarquable et tragique de ces deux catégories sociales, qui mérite à elle seule une longue pause réflexive, est en elle-même une des causes des échecs de notre passé proche et encore de notre présent. Cette rencontre marquera, nous l'espérons, le début d'une nouvelle approche de la notion « d'intérêt général » et l'émergence « d'un espace public » au sein duquel les conflits d'intérêts et d'interprétation pourront s'affronter par la discussion et se résoudre par la négociation.

Mais nous n'intervenons pas dans ce débat en tant « qu'experts » chargés de produire « une rationalité instrumentale » à l'action politique même si ce genre de savoirs est nécessaire dans tous les domaines de la vie sociale. En tant qu'intellectuels engagés dans l'avenir de l'Afrique, nous pensons notre apport au sein de cet espace communicationnel, au niveau « des fins » de l'action politique, conscients que nous sommes que c'est à ce niveau, en amont donc de ce que « les experts internationaux 'appellent' le management » ou la « gouvernance » que le déficit de la pensée africaine est le plus dramatique.²

La pensée politique américaine, parce qu'elle réduit le citoyen au consommateur et l'espace public « l'Agora de l'antique démocratie grecque » au « marché », réduit dans la même foulée la pratique politique ou l'art de gouverner à un ensemble de techniques subsumé sous la notion de « management ». Le problème n'est pas ici dans l'analyse de cette singularité américaine mais dans la prétention à vouloir imposer cette « ingénierie politique » à l'ensemble de la planète.

Une grande partie des pays africains ont déjà commis par le passé l'erreur d'imiter les systèmes de leurs anciennes puissances dominantes. On perçoit déjà que certains d'entre eux veulent récidiver en imitant le nouveau système. Il faut dire qu'ils le font souvent sous les pressions et même les injonctions politiques et financières des institutions internationales et agences liées à « l'empire américain ».

Les intellectuels africains sont mieux armés que les meilleurs « experts internationaux » pour, « aidés » s'il faut par ces experts, réfléchir à ces questions et proposer les alternatives souhaitables.

Il ne s'agit pas de faire de « l'indigénisme » parce que ce qui est attendu de nous ici, c'est à dire la « réflexion », a affaire certes avec la technique (le savoir positif sous toutes ses formes disciplinaires, économie, technologie, sociologie etc...) mais en la rapportant étroitement aux valeurs devant conduire l'action politique, c'est-à-dire le changement dans l'univers qui ne peut être que singulier de sociétés africaines, historiquement et culturellement déterminées.

C'est ce double ancrage de l'intellectuel, d'une part à la rationalité de l'argumentation, ce qui le rapproche de l'expert, d'autre part aux valeurs et aux impératifs qui les ordonnent, ce qui le rapproche et parfois l'oppose au « politique », c'est ce double ancrage donc qui détermine sa position parfois inconfortable mais rend possible l'existence d'un espace public. Cette réunion, à l'échelle du continent en est peut-être le prélude.

Pouvoir et autorité

Il y a quelques mois, le projet de constitution européenne que la majorité des dirigeants politiques européens croyaient « acquis », était rejeté par les français suivis par d'autres pays. L'UE est depuis en crise et c'est « La Commission de Bruxelles » qui continuera d'expédier les affaires courantes, de « manager » par des technocrates ce qui devrait être conduit par des politiques. Cet échec a ses raisons sur lesquels nous reviendrons plus loin.

Il y a quelques années, l'Algérie, ce pays qui était devenu dans les années cinquante un exemple pour tous les pays colonisés et dans les années soixante un modèle pour les pays en développement, s'enlisait dans une guerre civile sanglante dont les effets pèseront encore longtemps sur la société et son évolution future.³

Dans le premier cas, c'est un continent développé, le deuxième en puissance économique et financière du monde, qui est bloqué brusquement dans son évolution. Le changement institutionnel que tout le monde pensait évident venait d'avorter. Dans le second cas, c'est un pays du tiers monde qui avait tout pour « décoller » et qui régresse brutalement dans la violence et l'anarchie.

Dans les deux cas, si différents l'un de l'autre, il y a pourtant des analogies communes, dont la principale, nous semble-t-il, est la perte de confiance des « simples gens », des classes populaires dans leurs dirigeants politiques.

Pour l'Europe, c'est la crainte d'une Europe « néolibérale » ou mieux de l'institutionnalisation du néolibéralisme qui a fait basculer les électeurs; les seuls d'ailleurs à avoir regretté ce refus sont les partis de droite et du centre ainsi que les médias qui leurs sont acquis.⁴

Pour l'Algérie, c'est l'abandon d'un programme de développement économique et social fondé sur la redistribution et son remplacement par le clientélisme et le « rentiérisme » qui ont amené les classes populaires à se révolter, alimentant ainsi par leur révolte l'action des partis islamistes.⁵

Dans les deux cas, nous avons affaire à une même figure du Politique, celle de son rejet par « le démos », le peuple qui ne « croit » plus en ses discours parce qu'il les compare à ses actions qui les contredisent. Le pouvoir politique n'a plus d'autorité.

Afrique : Réaffirmation de notre engagement

Ce « discrédit » du politique, entraîne à son tour une perte de confiance dans les pouvoirs publics et donc aussi la croyance en la souveraineté de l'Etat. La loi sans laquelle il ne saurait y avoir de citoyens (par définition tous égaux devant elle) se délite, la cohésion de la société se désagrège.

Le pouvoir politique et la loi (les lois) qu'il promulgue n'ont, en effet, de valeur et donc d'efficacité qui si les individus et les groupes qui sont censés s'y soumettre croient en leur légitimité et cette croyance à son tour est suspendue à la confiance mise en eux. Quand l'une et l'autre s'effondrent, le pouvoir politique n'a plus l'autorité nécessaire pour s'exercer « civilement » ; le recours à la force physique peut encore le maintenir, mais son pouvoir d'ordre et de cohésion sociale n'est plus la « règle générale » qui oriente et guide la conduite publique des individus, des groupes, des communautés.⁶

Nous savons depuis Rousseau que c'est l'obéissance à la loi générale qui fait « qu'un peuple est un peuple », « un « demos » sans lequel il n'y a pas de démocratie possible, c'est-à-dire d'un pouvoir qui tire sa force de ce peuple et l'exerce en toute autorité. C'est ce contrat « non écrit » qui lie le pouvoir politique à la société qui est le fondement de toute constitution. C'est sa rupture qui explique les crises qui traversent régulièrement les sociétés africaines.

Pour en avoir sous-estimé sa force, les dirigeants politiques européennes sont obligés de faire marche arrière et ont reporté à une date lointaine et incertaine la construction d'une Europe politique pour la réalisation de laquelle ils s'étaient attelés depuis des années.

Pour avoir rompu le contrat social qui liait l'Etat algérien à la société en abandonnant la politique de développement et de redistribution qui fondait son autorité, les dirigeants de l'heure ont perdu leur légitimité et ont du recourir à la force physique pour imposer leur pouvoir.

La différence entre les deux figures, et elle n'est pas moindre, tient dans la forme « civile » du conflit qui a opposé, en Europe, les électeurs à leurs gouvernants, dans la violence en cascade qui a accompagné la rupture de ce contrat en Algérie.

C'est malheureusement le second modèle qui a le plus souvent cours dans les sociétés africaines, non seulement parce que, comme le clame la vulgate africaniste, les Etats africains sont encore « jeunes », mais nous semble-t-il plus sérieusement parce que les systèmes sociaux africains plus complexes et moins homogènes sont plus sujets à se réorganiser autour des règles et coutumes pré-étatiques qui leur ont permis, malgré tout, de résister à des siècles de prédation coloniale.

Comme le note Wallerstein,

La vie en commun n'est possible que si la majorité garde sa cohésion face aux segments (individus, groupes ethniques ou religieux, coalitions d'intérêts etc....) qui la constituent. La puissance de cette majorité s'impose alors en tant que « droit » face à celle des « segments » qui sont amenés à abandonner une partie de leurs « coutumes » et de leur force (monopole par l'Etat de la violence légitime). Encore faut-il que ce nouvel ordre fondé sur le droit de tous ne soit pas remis en cause par l'un des membres de la communauté (caste, couche, secte, tribu).⁷

L'exigence de justice, c'est à dire d'une application uniforme du droit à tous est ici une donnée importante qui régule l'équilibre intercommunautaire et peut entraîner rapidement une sortie du « démos » et un passage à la violence pour obtenir par la force du groupe ce qui n'a pu l'être par l'autorité de l'Etat.

Racines et projet

Les conflits d'identités, ethniques, linguistiques, religieuses etc... sont aujourd'hui une des « marques » qui singularisent l'Afrique dans le monde. Des dizaines d'ouvrages savants, de reportages, de colloques sont organisés pour les étudier, tandis que se multiplient les « initiatives » locales, régionales ou internationales pour « éteindre » les plus importants et ramener les adversaires à la table des négociations.

Les raisons de cette détérioration dramatique « du vivre-ensemble » en terre africaine sont multiples et il serait vain de prétendre les saisir dans leur totalité ou dans la totalité de leurs aspects.

Notre modeste contribution se limitera à un seul de ses aspects, non pas parce qu'il serait plus important que les autres, mais parce que il est le moins sollicité par les chercheurs quand ils se penchent sur cette question. Il s'agit de la question du pourquoi « vivre ensemble ? ».

En effet, on pense souvent, en étudiant ces systèmes sociaux complexes, formés de communautés différentes et donc aussi d'exigences économiques, sociales et culturelles différentes, qu'il est « naturel » que ces communautés vive sans frictions, en harmonie dans un ensemble plus vaste. Et on oublie de penser que cette « coexistence » est conditionnée par des contraintes puissantes et des équilibres fragiles qui peuvent se déliter à tout moment.

Aujourd'hui, alors que beaucoup de sociétés africaines traversent des crises économiques sévères qui restreignent l'accès aux ressources et généralisent « le mode de survie » à la grande majorité des familles, ce n'est pas faire œuvre d'une

grande perspicacité pour comprendre les dynamiques de repli communautaire qui apparaissent comme les derniers recours pour ne pas sombrer dans la solitude et la misère. En l'absence parfois totale des « protections sociales » que doit assurer un Etat, ces nouvelles logiques « communautaires » sont à la recherche d'un minimum de « solidarité collective » qu'elles espèrent dans les liens de la tribu, de la secte, de la tradition quitte à les réinventer et les mythifier. Ces formes de néo-conservatisme ne sont pas propres à l'Afrique, même si elles sont ici plus fortes et exagérées qu'en Europe, en Amérique latine et en Asie.

Selon nous, elles expriment aussi une carence grave des politiques étatiques africaines et un aveuglement étonnant de beaucoup de chercheurs africains qui oscillent entre un « ré-enchantement » de type post-moderniste (conservatisme, folklorisme etc.) et un néolibéralisme faussement libertaire.

Nous savons pourtant que l'Art du Politique ne réside pas seulement et simplement dans la gestion du monde tel qu'il est, c'est ici l'affaire de l'administration, mais aussi et surtout, dans la définition « d'un horizon » qui donne à la vie la valeur d'une « existence ».

Lors des indépendances, les dirigeants politiques africains, pour une grande partie d'entre eux tout au moins, s'étaient donnés des « objectifs à atteindre » et avaient fixé pour leur société respective un projet global qui donnait du sens au temps et un devenir à l'homme africain. Les projections statistiques, bonnes ou mauvaises, fixaient les rythmes des progrès, dans la scolarisation, l'emploi, l'habitat, l'éradication des maladies endémiques, etc...

Tout cela n'est plus de mise aujourd'hui et la vie sociale se déroule dans un temps sans flèche, une sorte de présent perpétuel, sans avenir et évidemment sans espérance. Le retournement vers le passé, y compris un passé reconstruit n'a alors rien de mystérieux.⁸

Comme le note Stiegler pour les sociétés européennes, mais sa réflexion est aussi valable pour les sociétés africaines : « Un processus d'adaptation se constitue moins par le partage d'un passé commun que par la projection d'un désir d'avenir à partir d'une réinterprétation commune de ce passé qui est toujours la recreation symbolique par les héritiers du legs des ancêtres. C'est cette projection, ce devenir unificateur (leroi-gourhan) qui rend possible la constitution d'un groupe social et aussi son élargissement en particulier par l'intégration de groupes sociaux au sein d'ensembles plus vastes. La création d'un tel désir doit être la priorité politique absolue ».

Le monde comme « représentation et comme volonté » pourrait devenir aussi un axe important de la pensée politique africaine car l'absence de projection dans le temps que des pouvoirs affaiblis ne peuvent offrir à leurs sociétés n'est pas seulement l'indice d'une trop grande complexité de la réalité « globalisée »

de notre monde et de sa faible maîtrise, mais aussi d'une perte de « volonté » qui se traduit dans les conscience individuelles et collectives par « cet afro pessimisme » qui mine de l'intérieur le désir « de s'en sortir ».

Au Xe siècle, à Bagdad, le grand philosophe Al Farabi avait écrit une de ses œuvres célèbres – Al Madina Al Fadila – « La cité idéale », inspirée en partie de Platon. Mais reprenant à rebours, son auguste prédécesseur, il avait conclu que cette cité ne pouvait se suffire, pour exister durablement, de son enracinement dans un système d'Idées définitivement données, ici Al Oussoul – qu'on peut retraduire par traditions. Il fallait à cette Cité – une Ghayia – c'est-à-dire une fin à poursuivre, un idéal, un projet.

C'est à ce projet, enraciné dans le riche passé de l'Afrique, mais fermement orienté vers l'avenir, qu'il faudra travailler pour donner à nos populations, à notre jeunesse les raisons d'agir et de se situer, sans complexes et sans misérabilisme, dans le monde.

Notes

1. Immanuel Wallerstein. Le développement du concept de développement. 1982, p.14. version numérique : <http://bibliothèque.uquebec.ca>.
2. Toutes les expertises possibles, les plus savantes, les plus « formalisées ne pourront remplacer « la réflexion », c'est-à-dire une pensée qui, liant la rationalité formelle (celle de l'expert) aux exigences éthiques, politiques et pragmatiques du lieu et du moment, pourra produire une rationalité supérieure en mesure d'éclairer l'action politique.. Trop souvent, on pense couvrir l'absence de la seconde par le recours immodéré à la première, le conseiller « engagé » par sa réflexion par le consultant intéressé par ses honoraires. C'est ainsi que beaucoup de constitutions de pays africains – acte fondateur de la vie politique d'une nation – ont été rédigés par des experts occidentaux ! Aujourd'hui, dans beaucoup de pays africains, ce sont des experts internationaux qui analysent en les « normant » les réalités sociales, économiques et même culturelles (éducation, formation, seuil de pauvreté, good ou bad governance, libertés etc. ...) et définissent ainsi, à la place des élus et des électeurs, des dirigeants et des peuples leur « devoir-être ».
3. Le président de la République algérienne, A. Bouteflika, a reconnu publiquement qu'il y aurait eu près de 150,000 morts durant cette décennie (les années quatre-vingt dix) tandis que les dégâts matériels (destructions de ponts, de voies ferrées, incendies d'usines etc...) sont évalués à plusieurs milliards de dollars.

Afrique : Réaffirmation de notre engagement

4. L'Europe n'est pas : elle devient.....Elle est évidemment constituée par son « héritage » qui est sa force. Mais celui-ci n'est une force que comme puissance d'avenir, c'est-à-dire comme capacité à rompre avec un état de fait décadent, épuisé et autodestructeur, à quoi a conduit le modèle industriel du XXe siècle et qui configura le mode de vie américain, devenu le modèle de toutes les démocraties industrielles au temps de leur prospérité révolue. Libérée des incantations patrimoniales, mais appuyé sur son passé, l'avenir de l'Europe passa par sa critique sans concessions du modèle industriel caduc, et par l'invention d'un autre modèle. Bernard Stiegler : Mécréance et discrédit. 1- La décadence des démocraties industrielle ? Galilée. Paris 2004.
5. Voir à ce sujet, notre ouvrage *L'Algérie et la modernité* publié en 1990 par le CODESRIA.
6. Une politique, quelle qu'elle soit, économique, sociale etc... ne peut être possible sans croyance. La liquidation de cette croyance, entraîne le discrédit et donc aussi la force de la loi.
7. Emmanuel Wallerstein, op. cité, p.25.
8. Beaucoup d'analystes des sociétés occidentales ont montré que cet effacement du temps avenir est un des plus grands problèmes des sociétés avancées. Ils ont liée, cette évolution à la formation d'un individu de type nouveau, le « consommateur » qui serait le sujet-objet de la nouvelle culture du monde moderne, le consumérisme.